

Ville de Port de Bouc - Journées du Patrimoine 2009

JOURNAL de l'EXPOSITION

« D'UNE RIVE A L'AUTRE »

Mémoires de l'immigration à Port de Bouc

S'approprier collectivement notre ville, c'est partager ensemble ce qui forge son identité et constitue son patrimoine. Faire vivre un territoire, c'est lui redonner sa mémoire pour en faire un espace de rencontres et de dialogues, et donner des racines au futur. Or l'histoire de Port de Bouc est indissociable de ces hommes et femmes de la première, deuxième ou troisième génération de l'immigration qui ont contribué et contribuent encore à l'écrire.

Cette exposition sur la mémoire de l'immigration à Port de Bouc s'inscrit dans la continuité du travail engagé depuis de nombreuses années sur l'identité de la ville et de sa population.

Elle s'inscrit aussi dans le cadre plus large du projet « D'une rive à l'autre » qui, depuis un an, a mobilisé un grand nombre d'habitants et de partenaires locaux autour d'initiatives multiples: collecte de récits de vie rassemblés dans l'ouvrage « Des gens d'ici », soirées interculturelles dans les quatre quartiers de la ville, ateliers d'écriture sur le thème de l'exil ou de la diversité, fête des musiques du monde et de la solidarité, rencontres-débats autour de livres, de films...

Ni commencement donc, ni aboutissement car cette exposition qui rend compte de la diversité culturelle à Port de Bouc ne prétend pas avoir fait le tour de la question et des communautés (faute de documents ou de personnes-ressources pour certaines d'entre elles) qui ont connu le déracinement avant d'y trouver leur port d'attache. Mais elle espère contribuer à nourrir le dialogue interculturel par la rencontre des cultures comme processus favorisant une meilleure compréhension mutuelle et une ouverture à l'altérité. C'est de la qualité de ce dialogue dont dépend le bien vivre ensemble dans un espace qui est le bien commun de tous.

Le dialogue des cultures apparaît souvent comme une utopie face aux clôtures des nationalismes, aux dérives

communautaristes ou comme un vœu pieux face aux violences de la mondialisation. Pourtant, et parce qu'il passe d'abord par la capacité à se parler, il s'élabore à de multiples échelles, de la sphère privée au quartier, du quartier à la ville... Il pénètre aussi les champs les plus divers: le travail, l'école, la cité, le sport...

Pour que les valeurs d'égalité et de fraternité s'imposent, la société a un devoir de mémoire: c'est le sens de cette exposition qui rappellera à beaucoup le cheminement de leur propre famille et comblera le besoin de connaissance des autres.

Tenter de rendre compte de la diversité culturelle de Port de Bouc à travers une exposition pour la partager et la transmettre aux nouvelles générations était un projet ambitieux qui n'aurait pu voir le jour sans la mobilisation des membres du comité de pilotage et la collaboration de très nombreuses personnes qui nous ont confié documents, photos, objets, costumes.

Donner vie à cette exposition par une programmation riche et diversifiée n'aurait pu se faire sans le partenariat de nombreuses structures locales.

Un grand merci à tous ceux qui ont fédéré leurs énergies pour faire que d'une rive à l'autre, il n'y ait que la mer de la fraternité et de l'hospitalité.

Marie-Pierre Serre-Thomas,
coordinatrice des actions culturelles.

“ d'une rive à l'autre ”
Journées du Patrimoine
du 19 au 26 septembre 2009
Espace Gagarine
Expositions, rencontres, spectacles, films...
PORT DE BOUC
Mairie de Port de Bouc

Tout commence dans les années 1860/1870 avec l'industrialisation du territoire qui nécessite de recourir à la main-d'œuvre étrangère pour travailler dans les travaux publics et les usines nouvellement créées. Cette immigration du travail se conjuguera très tôt avec l'immigration « politique » de personnes qui fuient les génocides, le fascisme, la guerre civile ou les dictatures de toutes sortes... Toutes deux seront plus ou moins bien accueillies selon les périodes de croissance ou de récession économique, et selon les dispositions législatives en vigueur, mais le travail au coude à coude, les bancs de l'école, la vie dans les cités et les luttes communes contribueront à faire de Port de Bouc une ville où il fait bon vivre ensemble.

Mémoires de l'immigration à Port de Bouc 1866-1914

Si en 1834, pour Alexandre Dumas, « la ville de Bouc n'a qu'un défaut, celui de ne pas être née », le creusement du canal d'Arles à Bouc puis l'industrialisation progressive du territoire à partir de la seconde moitié du dix-neuvième siècle va attirer dans la commune, créée en 1866, bon nombre d'étrangers en quête d'un travail. Leur arrivée massive dans la bourgade s'accompagne d'un recensement strict par la police et l'institution d'un registre d'immatriculation des étrangers dans chaque commune.

Une population étrangère d'abord fluctuante

Beaucoup vont et viennent au grès des possibilités d'emploi et les populations autochtones déplorent ces mouvements incessants : En 1870 un conseil sanitaire est créé par peur d'un éventuel problème de santé publique lié aux épidémies venant des pays méditerranéens ; les responsables des Ateliers de Charité se plaignent que le grand nombre d'ouvriers de passage les force de priver la classe indigente d'une bonne partie des secours, et la mairie propose en 1872, pour faire face au manque de logements, d'installer cette population fluctuante dans un local qui servirait aussi de prison, alors que dans le même temps, des agents consulaires s'installent à Port de Bouc pour apporter une aide administrative à leurs ressortissants.

Une population qui finit par s'enraciner

La présence d'une forte communauté sur place devient aussi un facteur d'attraction pour les nouveaux arrivants qui déclarent alors leur résidence à Port de Bouc et demandent souvent leur naturalisation. Et l'immigration de travail, essentiellement italienne au début, s'accompagne dès cette époque d'une immigration familiale dont le caractère définitif forge la structure de base de la population. Lors du recensement de 1881 sur les 1473 personnes que compte la population locale, 131 étrangers résident à Port de Bouc dont 125 Italiens, sans compter les naturalisés, soit 11 % de la population totale. Un pourcentage qui va s'accroître avec l'essor industriel, l'installation de la

ligne de chemin de fer et surtout la création des Chantiers et Ateliers de Provence. L'évolution et la composition de la population entre 1866 et 1914 ainsi que le flux migratoire sont fortement liés aux périodes de crises et de relances industrielles, notamment aux CAP (qui emploient par exemple 1200 ouvriers en 1902 et 155 seulement en 1906), ou aux grands travaux entrepris, comme la construction du quai de La Lègue entre 1907 et 1910. Elle révèle aussi une diversification de la main-d'œuvre étrangère, jusqu'ici essentiellement italienne. Aux Espagnols et anglo-malais qui s'installent à Port de Bouc, s'ajoutent ceux qui ne font que passer au gré des chantiers et disparaissent des recensements d'un semestre à l'autre : alsaciens et lorrains, turcs (arméniens et chypriotes de l'Empire ottoman), belges, portugais, suisses, suédois...

Des conditions d'accueil inadéquates

Une situation qui ne va pas sans poser des problèmes d'infrastructure, de logement, mais aussi de sécurité qui conduisent la municipalité en 1900 à réclamer une nouvelle fois la création d'une gendarmerie pour « assurer le maintien de la tranquillité publique dans une ville où l'élément étranger est largement représenté ». À la veille de la première guerre mondiale, des tensions apparaissent et attisent les comportements xénophobes. En 1913, un membre du conseil municipal réclame que le nombre d'étrangers ne dépasse pas 10 % de la population totale.

En 1914 un autre demande une réduction de leur nombre sur le chantier de creusement du canal de Marseille au Rhône.



CONTROLE GÉNÉRAL
DES ÉTRANGERS
ARRÊTÉS
Mars 5 - 1907
03 Janvier au Jeudi

Exécution de la Circulaire Ministérielle du 19 décembre 1900
COMMUNE de Port de Bouc
SITUATION NUMÉRIQUE DES ÉTRANGERS
Vient et résident dans cette commune au 1^{er} Juillet 1907.

NATIONALITÉ	ÉTATS LE 1 ^{er} JANVIER 1907				ÉTATS LE 1 ^{er} JUILLET 1907				OBSERVATIONS
	INDIEN	CHINAIS	JAPONAIS	TOTAL	INDIEN	CHINAIS	JAPONAIS	TOTAL	
Allemands	2			2					
Alsaciens-Lorrains	2			2	5			5	
Américains	1			1					
Anglais	1	2	2	5	15	2	2	19	
Argentins									
Autrichiens									
Belges	1			1					
Bulgares									
Chinois									
Danois									
Egyptiens									
Espagnols	199	24	16	239	217	52	117	386	
Grecs									
Hollandais									
Italiens	112	372	212	716	1176	320	100	1596	
Mongesques									
Marocains									
Polonais									
Persans									
Portugais	1			1					
Roumains									
Russes									
Suisses	1			1	1			2	
Suédois-Norvégiens	1			1					
Tunisiers	1			1					
Turcs									
TOTAL DES ÉTRANGERS PAR ÉTATS LE 1 ^{er} JANVIER 1907	462	397	300	1159	1402	372	117	1891	

Port de Bouc
Mairie
Le Maire

Mémoires de l'immigration à Port de Bouc 1914-1939

Des combattants originaires de la France d'outre-mer, des étrangers engagés volontaires dans l'armée française, des travailleurs venus de divers pays : telle est la contribution des migrants à la victoire de 1918. Nombre d'entre eux participeront ensuite à la relance de l'économie locale.

La grande guerre

Quand l'ordre de mobilisation générale est décrété, des centaines de jeunes gens soumis à l'obligation militaire quittent la ville. Certains Italiens sont contraints de rentrer au pays tandis que d'autres étrangers se mobilisent sous le drapeau français. Les entreprises locales, notamment les industries chimiques qui participent à l'effort de guerre comme Kulhmann et Saint-Gobain, font alors appel à la main-d'œuvre étrangère et coloniale qui accepte des conditions de travail très difficiles dans ces usines, où se retrouvent manœuvres sur les quais où ils travaillent au jour le jour selon les besoins. Mais le climat de méfiance généralisé conduit au renforcement des mesures de surveillance et à la création d'une carte d'identité et de circulation obligatoire pour les étrangers.

Malgré les dispositions prises par la municipalité, la pénurie et la détresse s'installent pendant quatre longues années, tandis qu'au front, les soldats de toutes nationalités affrontent la boue des tranchées, la vermine... et les lourdes pertes quotidiennes. Le 17 novembre 1918 le conseil municipal propose d'ériger un monument à la mémoire des enfants de Port de Bouc morts pour la France. Son inauguration en 1922 est accompagnée d'un discours de l'agent consulaire italien et de l'hymne italien, preuve des liens qui unissent les communautés.

L'entre deux guerres

Le redémarrage de l'économie locale se traduit par la création de plusieurs entreprises (la Vieille Montagne en 1920 et les Établissements Maritimes de Caronte en 1923) et par le recours massif à la main-d'œuvre étrangère. En 1926, pour la première fois, l'effectif de population espagnole

dépasse celui de la population italienne et les Grecs, qui n'étaient que 65 en 1919 constituent alors la troisième communauté de Port de Bouc. Le quartier de La Tranchée est presque dans son intégralité habité par des étrangers.

En 1931, 21 nationalités différentes vivent ensemble à Port de Bouc (les colons sont exclus des dénombrements car ils sont sujets français) et les étrangers représentent près de la moitié de la population locale. Ils vont être montrés du doigt par certains quand les effets de la crise économique de 1929 se propagent et engendrent à partir de 1931 un déclin significatif des migrations, à l'exception de l'immigration grecque qui continue à évoluer.

Pendant le Front populaire en 1936, les tensions font place au rassemblement pour exiger des patrons de meilleures conditions de travail pour tous, et les travailleurs étrangers vont participer activement aux occupations d'usine. Alors que les brigades internationales se constituent, la solidarité port de boucinoise se met en œuvre pour accueillir les enfants des républicains espagnols victimes de la répression franquiste.

Mais l'embellie sera de courte durée et dès 1938 l'horizon s'assombrit...



Mémoires de l'immigration à Port de Bouc 1939-1966

Les étrangers sont engagés dans les combats de 1940. Sous l'occupation, beaucoup d'entre eux vont entrer dans la Résistance puis participer à la reconstruction de la ville et demander leur naturalisation. La décolonisation provoque une nouvelle arrivée de main-d'œuvre mais à Port de Bouc, les « trente glorieuses » auront la vie courte...

La seconde guerre mondiale

Reprochant à la loi de 1927 d'avoir fait des Français trop facilement, le gouvernement de Vichy, non seulement suspend les naturalisations, mais pose aussi le principe d'une révision générale de celles accordées depuis 1927 qui se traduit par la dénaturalisation de nombreux immigrés.

Français ou pas, nombre de port de boucains qui ne sont pas sous les drapeaux s'engagent dans la Résistance malgré la répression et les menaces d'expulsion.

C'est à partir des Chantiers et Ateliers de Provence, qui abrite la plus grande concentration ouvrière, que se développe l'organisation de la lutte clandestine. Parmi ses membres, de nombreuses personnes issues de l'immigration participent à des actions de sabotage, notamment

dans les CAP réquisitionnés et dirigés par la Kriegsmarine, organisent des grèves et préparent clandestinement l'insurrection. Elle aura lieu le 19 août 1944 et dès le 20 août, le Comité local de Libération présidé par René Rieubon prend la direction des affaires municipales.

Après la Libération, le gouvernement du Général De Gaulle annule la plupart des lois de Vichy et promulgue le 19 octobre 1945 le code de la nationalité française. Au lendemain de la guerre de nombreux étrangers ayant pris part à la Libération acquièrent leur naturalisation.

De la reconstruction à la crise

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors qu'il faut tout reconstruire, à commencer par les

Chantiers détruits à 75 %, le recensement de 1946 fait état de 1410 étrangers pour une population de 6408 individus soit 22 %. Les communautés les plus représentées sont toujours les mêmes mais l'effectif de certaines a été divisé par deux. Les agents de recensement dénombrent aussi 217 Indochinois (sujets français) qui, en attendant de retrouver leur pays, font entendre leur voix.

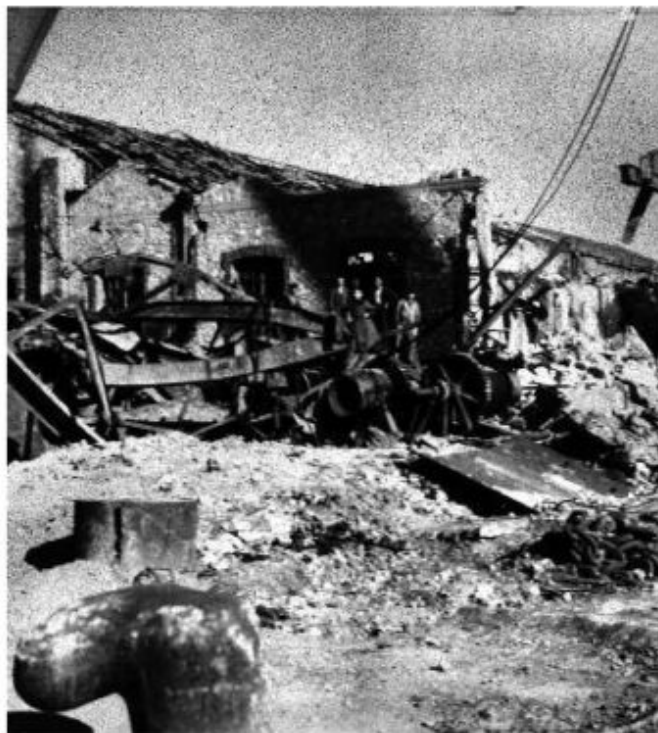
Même si certaines entreprises emploient de nombreux prisonniers de guerre (156 à Kuhlmann en 1946), le marché du travail assure un bon accueil aux nouveaux arrivants qui contribuent à la reconstruction de la ville et à la relance de l'économie locale.

En 1954 le recensement montre un amoindrissement de la population étrangère qui ne représente plus que 9 % de la population locale mais il est vrai que les individus venus des colonies ne sont pas comptabilisés

comme étrangers, et que de nombreux Italiens, espagnols et grecs ont opté pour la naturalisation. Avec la décolonisation, l'immigration d'origine européenne va se réduire au profit de celle venue du Maghreb. Et la fin de la guerre d'Algérie en 1962 se traduit aussi par l'arrivée de nombreux pieds noirs.

Plus que jamais les industries locales sont liées au trafic portuaire qui ne cesse de décroître et peu à peu le renouveau de l'après-guerre laisse place à la crise de la construction navale dont les CAP vont être le miroir.

Après la fermeture de la Sécherie de morue vers 1950, celle de l'usine Saint-Gobain en 1959, c'est au tour des Chantiers de disparaître en 1966, suivis par l'usine de la Vieille Montagne. Soit 2000 emplois supprimés et, pour la Ville, en quelques années, une diminution des 2/3 de ses recettes fiscales...



Mémoires de l'immigration à Port de Bouc 1966-2000

Malgré la fermeture des chantiers navals, la population locale ne cesse de croître et de nombreuses cités sont construites pour accueillir les nouveaux arrivants venus, pour l'essentiel, travailler sur la zone de Fos dont le développement sera remis en cause par la crise pétrolière mondiale.

Une explosion démographique paradoxale

Alors que la situation économique locale est dramatique, le chiffre de la population ne cesse de croître : 14 080 habitants en 1968, 21 409 en 1975, dont 12,2 % d'étrangers pour seulement 4 300 emplois. En effet, après la disparition des Chantiers et malgré le démarrage satisfaisant des activités de la zone industrielle de la Grand Colle, Port de Bouc s'est transformée en cité-dortoir pour accueillir l'afflux massif des personnes venues travailler sur la zone industrialo-portuaire de Fos. La construction de la cité des Comtes en 1970, puis des Aigues douces, va permettre aussi de résorber les habitations de fortune dans lesquelles vivent encore de nombreux immigrés.

Mais de courte durée

Mais cet afflux de population nouvelle sera vite stoppé par les effets de la crise pétrolière mondiale et à partir de 1974 les mesures gouvernementales pour réduire l'immigration vont se succéder...

En 1982, pour retrouver son attractivité, la Ville lance un grand projet urbain sur le site des chantiers navals abandonnés et opte pour une nouvelle stratégie de développement économique basée sur les énergies de la mer. Des projets d'autant plus nécessaires que le nombre total d'habitants a diminué de 8 %. Le recensement montre aussi une baisse sensible de l'immigration sur le territoire local. En effet 74,4 % des étrangers recensés résidaient déjà sur la commune en 1975, 25,6 % y sont arrivés depuis mais seuls 1,2 % arrivent de l'étranger, les autres venant d'autres communes du département ou d'autres régions de France.

Entre 1990 et 1999, seuls 224 étrangers immigrèrent à Port de Bouc. Ils

sont désormais 1 696 habitants de nationalités étrangères à résider dans la ville pour une population totale de 16 686 habitants. Plutôt âgés (685 étrangers ont entre 40 et 59 ans), 19 % d'entre eux sont retraités et le nombre d'hommes (1 074) est supérieur à celui des femmes (622). Le découpage socioprofessionnel des résidents étrangers de Port de Bouc montre que près de 28 % d'entre eux sont des ouvriers, 4 % sont des employés, 1,7 % sont commerçants et 46,56 % sont inactifs.

De 1982 à 1999, le nombre d'étrangers passe de 13 % à 10 %. Cette diminution généralisée sur l'ensemble du territoire français, trouve aussi son explication dans la naturalisation de nombreux étrangers. En effet, la plupart des migrants de la première génération ont fait souche tout en manifestant leur attachement profond à leurs cultures d'origine qu'ils n'ont cessé de transmettre à leurs descendants.



La ville de la diversité

Dans l'impossibilité de rendre compte dans ce journal de l'ensemble des panneaux consacrés aux nombreuses cultures présentes à Port de Bouc, nous avons fait le choix de les représenter à travers une mosaïque qui symbolise la diversité culturelle de Port de Bouc à travers des documents confiés par des particuliers.



Le tour du monde en 50 costumes

exposition de costumes traditionnels du monde

D Grâce à la mobilisation de collectionneurs passionnés, et au partenariat des associations Antiques textiles et Hyphaïsta, notre voyage d'une rive à l'autre nous conduit à la découverte de magnifiques costumes traditionnels du monde, rassemblés et mis en scène par Patricia Rivière et Jean Alex Benetto.

Réunir autant de pièces de collection était déjà une gageure, mais faire dialoguer ces costumes pour mettre en valeur les influences culturelles dont ils sont porteurs et symboliser le brassage des cultures était un vrai défi. Impossible d'énumérer toutes les pièces de cette exposition, mais le costume de mariage de Kastellorizo (Grèce) rivalisera de beauté avec celui de Constantine (Algérie), les broderies de Salé (Maroc) frôleront celles de Haiphong (Vietnam), les gilets grecs et ottomans côtoieront ceux de Tunisie ou d'Algérie; les costumes sardes et arméniens ceux d'Andalousie, de Malte ou de Turquie...

Nos remerciements vont aussi à Marie-José Eymar-Beaumelle, expert en étoffes anciennes, Monique Alphand et Giselle Roche pour le prêt de pièces de leurs collections.



Costumes grecs



Costume de mariée sarde

Costume oranais



Mariée constantinoise



Détail de ceinture marocaine



Costume ottoman de sortie de hammam

Costume maltais



Costume turc





Costume andalous

Costume tunisien de cérémonie



Costume de Kastellorizo



Détail de broderie marocaine

l'intégration par le travail

Les raisons qui poussent un homme à quitter son pays peuvent être diverses, mais les vagues d'arrivées à Port de Bouc sont essentiellement liées au marché de l'emploi. Si certains y viennent de leur propre chef ou informés des possibilités de travail par leurs compatriotes déjà sur place, la plupart répondent à l'appel des entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché ou via la Société Générale d'Immigration, association patronale créée en 1924 et qui détendra le monopole de l'immigration organisée jusqu'en 1945 où l'État français mettra en place l'Office National de l'Immigration.

Du travail pour chacun

Les premiers qui arrivent à Port de Bouc, essentiellement des Italiens, participent au creusement du canal ou sont recrutés comme manœuvres ou comme journaliers dans les entreprises anciennes ou nouvellement créées: l'usine à charbon (1842), l'usine à plomb (1847), la sécherie de morue (1876) ou la raffinerie de pétrole (1888). Mais les autochtones ne voient pas toujours d'un bon œil cette main-d'œuvre concurrente et les premiers conflits au sein de l'activité industrielle inquiètent les élus qui réclament en 1879 la création de deux postes supplémentaires de gendarmes. Et Après les événements tragiques d'Aigues Mortes en 1893 le sous-préfet invite le maire à la plus grande vigilance. La création des Chantiers et Ateliers de Provence n'est pas pour rassurer car elle génère en effet un afflux très important d'immigrés pour satisfaire les besoins humains (1100 ouvriers dès 1900). Le dépouillement des registres d'embauche des Chantiers, seule entreprise dont les archives sont accessibles, permet de dénombrier 34 nationalités qui confirment le cosmopolitisme de Port de Bouc, même si les nationalités italiennes, espagnole et grecque constituent 90 % de l'embauche étrangère totale. Si le fait que la grande majorité des migrants provient des côtes européennes de la Méditerranée et de pays proches par leur culture de la Provence a favorisé les processus d'intégration, c'est surtout le travail et les luttes sociales qui vont constituer un élément essentiel du melting-pot port de boucain.

Des luttes sociales qui renforcent la solidarité

En 1900, les premières grèves aux Chantiers et Ateliers de Provence sont initiées par les terrassiers italiens chargés de l'aménagement des cales. Grèves qui favorisent la mise en place en 1902 du Syndicat International des ouvriers et aides-forgerons de Port de

Bouc qui deviendra en 1902 l'Union Internationale des ouvriers métallurgistes de Port de Bouc dont les statuts sont rédigés en français et en italien. Les contacts avec les ouvriers des autres entreprises du secteur conduiront à la création en 1907 d'un syndicat international des corporations réunies de Port de Bouc.

L'activité syndicale va ensuite varier en intensité et en structuration selon les périodes et les entreprises, alternant des périodes de concorde sociale et des moments de luttes intenses aux résultats variables qui contribueront à marquer l'histoire de l'entreprise et de la cité. Parmi ces périodes, rappelons celle de novembre 1938 qui conduit le président du syndicat patronal général de l'industrie chimique à envoyer une lettre au préfet pour lui communiquer une liste d'étrangers qui se seraient particulièrement signalés au cours de la manifestation organisée le 26 novembre à Port de Bouc, liste qui sera par ailleurs transmise au secrétariat général de la préfecture pour communication à la police. Ou encore la préoccupation du gouvernement de Vichy qui s'inquiète de la situation locale qu'il connaît parfaitement grâce aux rapports de police établis dès le 10 novembre 1939 pour cerner au plus près les militants les plus actifs des associations dissoutes. La liste dressée à cette occasion comprend 65 noms de suspects dont 22 étrangers. C'est aussi au coude à coude que les travailleurs français issus ou non de l'immigration et les travailleurs étrangers abordent les grands moments historiques que sont le Front populaire, la Résistance et la Libération. C'est ensemble qu'ils relèvent les manches pour reconstruire les Chantiers détruits par la guerre et doter Port de Bouc de nouveaux équipements publics. C'est encore ensemble qu'ils vont affronter le Lock-out de 1949 puis la fermeture des Chantiers en 1966. Cette fermeture dramatique n'a cependant pas réussi à affaiblir la communauté port de boucaine qui est restée assez forte pour continuer à faire partager ses valeurs aux nouveaux venus.

Chantiers et Ateliers de Provence

Nombre d'ouvriers au 17 Août 1915

<i>Français</i>	<i>443</i>
<i>Etrangers</i>	<i>193</i>
<i>Total</i>	<i>636</i>

Port de Bouc 17 août 1915



L'accueil des immigrés

À la fin du 19^e siècle, l'industrialisation du territoire se traduit par un afflux de main-d'œuvre qu'il va falloir loger. Les capacités d'accueil de la ville étant nettement insuffisantes, des logements de fortune côtoient les cités ouvrières jusqu'à la construction des premiers HBM puis des cités HLM.

Des cités ouvrières aux baraquements

Le patronat local va remédier au manque de logements, en créant des cités ouvrières: les CAP via la Société Anonyme des Maisons Ouvrières de Port de Bouc à La Lègue; la Vieille Montagne aux Comtes; Saint Gobain au quartier Tassy. Les cités PLM (SNCF), Kuhlmann, Verminck et Éternit survivent. Ces cités vont jouer un grand rôle dans l'intégration des immigrés qui vont trouver là, à l'insu de leurs constructeurs, des lieux de parole et de solidarité interculturelle. Plus tard, les entreprises se débarrasseront de leurs cités devenues encombrantes, à l'entretien coûteux, et donneront priorité aux ouvriers pour racheter les logements qu'ils occupent.

Mais les cités ouvrières ne suffisent pas à répondre à la pénurie de logements et on assiste à une floraison anarchique et progressive de logements de fortune en matériaux hétéroclites. Peu à peu de nouveaux quartiers vont voir le jour, dans lesquels les communautés ont tendance à se regrouper afin de mieux s'entraider: les Espagnols à Pentagone, les sardes et les Italiens à la Tranchée, les

Grecs aux quartiers des Combattants surnommé « le Petit Paris » par dérision... Les autorités réagissent et en 1929 les premiers HBM (Habitations Bon Marché) voient le jour au quartier Tassy: Un vrai paradis pour des familles qui vivaient jusque-là dans des baraquements sans eau ni électricité. Mais ceux-ci continueront cependant à accueillir les nouveaux venus.

La construction des grands ensembles

De 1948 à 1963, 815 HLM sont construits pour résorber progressivement l'habitat insalubre mais une étude mentionne encore en 1975, malgré l'existence de trois foyers Sonacotra, l'existence d'un habitat précaire dans lequel vivent près de 300 isolés maghrébins.

Une situation probablement due à l'arrivée massive de nombreux ouvriers venus construire ou travailler sur la Zone industrialo-portuaire de Fos. Un nouvel appel de main-d'œuvre qui sera à l'origine de la construction des Aigues douces, de Milan Sud, des Comtes, des Amarantes... cités réhabilitées une à une à partir des années 1990 et dans lesquelles la mixité culturelle est toujours d'actualité.



l'intégration par l'école et la langue

Nul doute que l'école de la République a très largement contribué à l'intégration et à l'ascension sociale des enfants issus de l'immigration et que l'apprentissage de la langue du pays d'accueil constitue toujours une nécessité pour l'insertion sociale et professionnelle des nouveaux arrivants.

Si les migrants de la première génération se sont débrouillés comme ils pouvaient et le plus souvent « sur le tas » pour apprendre la langue de la population locale (le provençal avant le français), dès le début de la III^e République, l'école accueille tous les enfants d'âge scolaire, quelle que soit leur nationalité, même si jusqu'en 1936 seuls les enfants français sont soumis à l'obligation de la fréquenter. Après guerre, l'enseignement devient une priorité de la nouvelle municipalité et de nombreux travailleurs se mobilisent pendant l'été 1948 pour construire en 100 jours l'école Jean Jaurès, première école en dur édiflée après 1945.

Comme les enfants des classes populaires, les enfants de migrants sont voués longtemps à l'enseignement court qui débouche sur le certificat d'études primaires ou le certificat d'aptitude professionnel qui leur ouvrent le marché du travail, quand ils ne sont pas directement formés par les entreprises, comme aux Chantiers et Ateliers de Provence.

Quand l'école devient obligatoire pour tous jusqu'à 14 ans puis 16 ans

en 1959, l'arrivée massive de ces enfants dans l'enseignement secondaire s'accompagne de mesures dites de pédagogie différenciée qui varient au fil du temps pour favoriser l'intégration scolaire des primo arrivants ou des élèves en difficulté, tandis que les autres accèdent peu à peu à l'enseignement secondaire puis supérieur.

Parallèlement, des dispositifs d'accueil et d'alphabétisation sont mis en place pour faciliter l'intégration sociale et professionnelle des adultes non francophones.

C'est ainsi que l'Atom (association d'Aide aux Travailleurs d'Outre-Mer) qui deviendra par la suite l'Adrim, gère un centre au quartier des Comtes dans les années 1970-1980 pour faciliter l'insertion de la population nord-africaine. Après son départ, les centres sociaux prendront le relais pour favoriser l'intégration sociale des familles immigrées à travers des cours d'alphabétisation mais aussi des actions favorisant la mixité sociale et culturelle dans les quartiers. Le brassage des cultures se traduit aussi par l'adoption de nombreux mots et expressions qui viennent enrichir le parler local.



Les Port de boucains, citoyens du Monde

Dans cette ville de la diversité, des hommes et des femmes de toutes origines se mobilisent pour partager leurs cultures respectives et conduire des actions de solidarité envers les peuples en souffrance. La vie locale est aussi scandée par de nombreuses initiatives pour lutter contre le racisme et transmettre aux plus jeunes une culture de paix.

Des associations dynamiques

Quoi de plus naturel que l'attachement à ses racines et la volonté de transmettre et partager sa culture d'origine. Cette volonté, plus ou moins affirmée en fonction des communautés, est à l'origine de la création d'associations dont le nombre et la vie fluctuent avec le temps et l'intégration des générations successives. Difficile d'en retrouver la trace pour les plus anciennes mais celles des Grecs, des gitans, des sardes... continuent d'animer la vie locale. D'autres se sont constituées pour soutenir des peuples en souffrance ou des pays en voie de développement... au Bénin, à Chypre, en Amérique latine, au Mali, à Madagascar...

Une solidarité active

Mais quand il s'agit de lutter contre l'intolérance et pour la paix, les gens d'ici ont enjambé bien des frontières et la solidarité internationale fait partie intégrante de l'histoire port de boucaine. On se souvient avec émo-

tion de la solidarité active avec les passagers de l'Exodus, des mouvements pour la paix au Vietnam, contre la guerre d'Algérie, contre l'apartheid en Afrique du Sud... On se souvient des actions de soutien aux populations sinistrées de Turquie, d'Asie du sud-est, d'Algérie, du Péloponnèse, de Palestine.

Pour une culture de paix

On se souvient de toutes les actions conduites pour dire non au racisme et à la discrimination et de toutes celles qui ont rassemblé les port de boucains autour de fêtes aux couleurs et aux saveurs du monde. On ne se souvient pas de tout, mais afin de perpétuer cette tradition de fraternité et de solidarité, chaque jour des hommes et des femmes de toutes origines et de tous horizons donnent de leur temps et de leur énergie pour impulser ici ou là un peu plus d'humanité et de justice. Sans relâche, ils s'emploient aussi à transmettre aux nouvelles générations une culture de paix pour que demain toutes les rives n'en fassent plus qu'une.



L'histoire fait escale à Port de Bouc

1947. L'Europe est en ruine. Le mouvement d'immigration vers la Palestine des juifs rescapés des camps nazis demeure un combat difficile à cause du veto britannique.

En juillet 1947, un navire chargé de 4 500 émigrants juifs est arraisonné par les Anglais au large de Haïfa. Ce navire « Le président Warfield », avait changé de nom en cours de route pour devenir « Exodus 47 », ce qui signifiait « exode d'Europe 1947 ».

Déclarés « illégaux » par les Britanniques, les passagers sont immédiatement ramenés dans les eaux territoriales françaises d'où ils étaient partis, à bord de trois Liberty-ships de la Royal Navy.

Le 29 juillet 1947, au petit matin, ces trois navires se présentent en rade de Port de Bouc. Malgré les menaces d'officiers britanniques nerveux et brutaux, les prisonniers de ces bateaux-cages refusent de débarquer. À bord, les conditions de vie sont abominables : chaleur étouffante, aucune hygiène, la soif, la faim. La presse marseillaise parle d'« Auschwitz flottant ». Elle sera rapidement relayée par la presse nationale puis internationale.

L'opinion mondiale est interpellée

Ce même jour, à Port de Bouc, des vedettes quittent l'embarcadère de la douane, pour se rendre en rade. À bord, des médecins, des infirmières, des internes de l'Hôtel-dieu et du matériel nécessaire pour un petit dispensaire. D'autres vedettes conduisent des officiels, dont le préfet Collavéry, un représentant du gouvernement, et le consul général de Grande Bretagne, M. Key. René Rieubon, alors jeune maire de Port de Bouc, va découvrir l'horreur : une odeur épouvantable monte des cales ; des hommes, des femmes, des enfants à moitié nus croupissent dans un véritable univers de camp hitlérien. Malgré les contacts avec les autorités françaises, les Anglais demeurent inflexibles : les émigrants de l'Exodus doivent débarquer, de force si nécessaire, sur le sol français. Pendant ce temps, une chaîne de solidarité qui rassemble tous les port de boucains de bonne volonté (anciens résistants, pêcheurs, commerçants, syndicats...), permet d'embarquer vivres, médicaments, vêtements, cigarettes, pour soulager ces pauvres gens entassés et ballottés dans les cales de ces navires ancrés en rade.

Quatre semaines plus tard, le 29 août, les trois navires s'éloignent des côtes françaises. Après quelques mois passés dans des camps ouverts par les Nations Unies à Hambourg, la plupart des émigrants de l'Exodus trouveront enfin la Terre Promise, l'État d'Israël ayant été créé en mai 1948. Mais d'autres épreuves restent à venir.

En juillet 2007, sept rescapés de l'Exodus revenaient à Port de Bouc pour retrouver leurs camarades de solidarité, à l'initiative de Jean-Michel Vecchiet, réalisateur du film « Nous étions l'Exodus » et du livre « L'épopée de l'Exodus ».



Images de la fraternité

Quelques photos souvenirs des initiatives qui ont rassemblé des Port de Boucains de toutes origines autour du projet « D'une rive à l'autre », notamment à l'occasion de soirées interculturelles dans les quartiers ou de la fête des musiques du monde et de la solidarité sur le port. (Photos Nicole Chayne)



Merci

Fruit d'un an de travail pour rassembler les éléments nécessaires à sa réalisation, recherches dans les archives, collecte de témoignages, de documents et de costumes, cette exposition n'aurait pu voir le jour sans la participation d'un grand nombre de personnes, notamment celles rassemblées au sein du comité de pilotage et autour du service de coordination culturelle :

Denis Benci, Jean-Alex Benetto, Brune Brasquier, Charles Créton, Marie-Thérèse Lù, Michel Llassera, Anne-Marie Mignacco, Estéban Morata, Raymond Nunez, Patricia Rivière, Jo Ros, Hélène Tétoglou, Lucie Vella.

Merci aussi à toutes celles et ceux qui ont accepté de nous confier leurs souvenirs et leurs documents personnels à partir desquels ont été élaborés les panneaux thématiques ou ceux consacrés aux différentes communautés, même si tous n'ont pu être présentés dans l'exposition et dans ce journal :

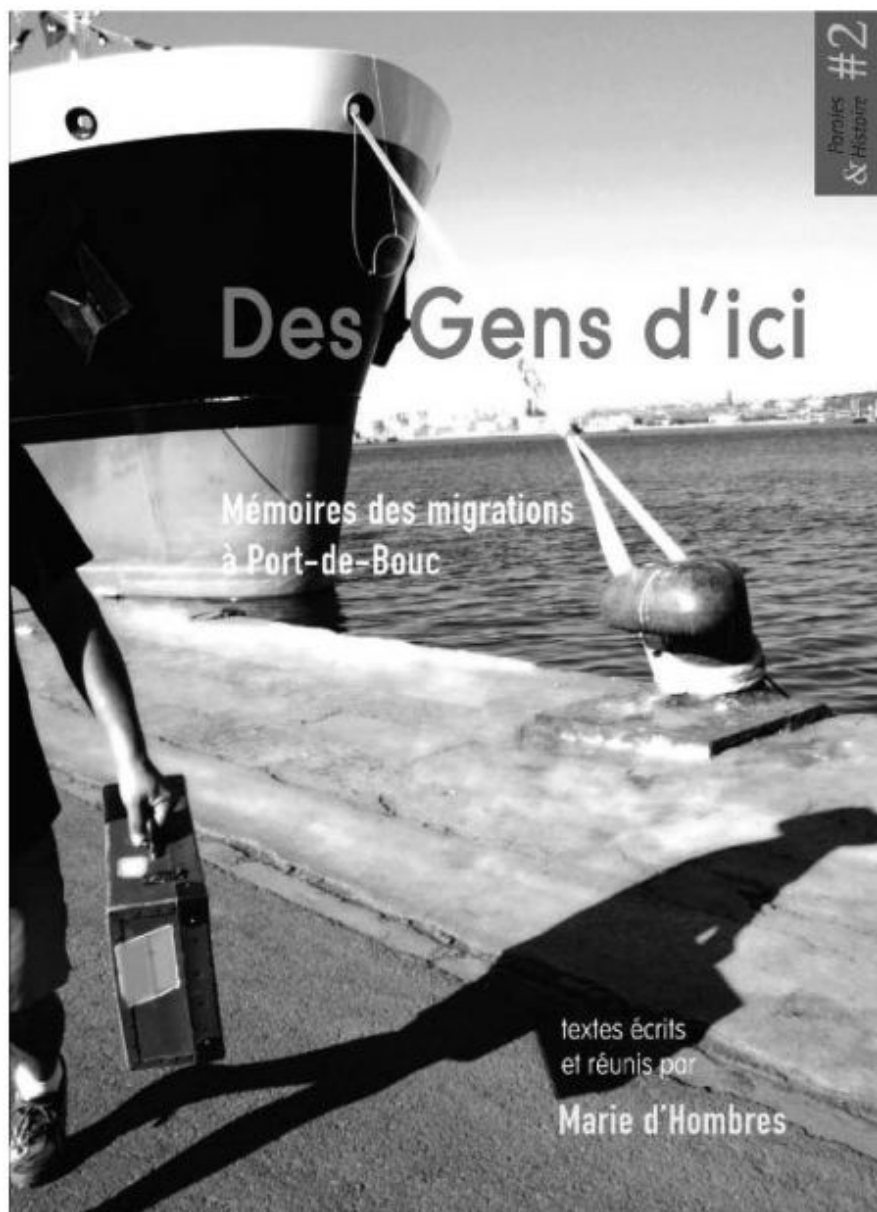
Hichem Abibou, Mehtap Acarer, Simone Ahmed, Hélène Ambelas, Jean-Claude Aparicio, Guy Apalina, Jean-Marie et Paulette Aygolas, Olfa Ayari, Jean-Louis Baesa, Joseph Barzani, Aicha et Othman Ben Maaoui, Eduard Benito, Ahmed et Abdelhak Bensaada, Joseph Bernabex, Lucienne Blache, Bernadette Blaise, Saïd Bouzid, Michel Cabrera, Robert et Yvonne Cadère, Angèle Canillieri, Enzo Cantoni, Irène Charbonnier, Joseph Cini, Huseyin Cicok, Christian Convery, Isabelle Cortes, José Cortes, Afrenda Cosatos, Paraskev et Irène Diamantas, Irène et Suzanne Diaz, Costa Dinakis, Thi Hoa Doan, Nang Duch, Daniel Duong, Joséphine Faure, Jean Frances, Manique Gallichet, Zoubida Ghazouani, Hadjera Geddoudj, Antoine Gerez, Carole Gerez, René Giorgetti, Annie et Xavier Grech, Michel Junado, Michel Kavavokiros, Marie Lafisca, Séverine Le Gall, Elses M'Hamdi, René Martin, Ginette Martinez, Sylviane Martinez, Raymond Mateu, Marianne Mison, Christian Mostakakis, Jacques N' Guyen, Thi Thao N'Guyen, M. Nabil, Dolores Nieto, Gulen Ozer, Omar Bouhamouche, François Pace, Paul et Nicole Pauli, Paul Rémi Pich, Franca et Éliane Piffert, G. Pondjiki, Alain Poveda, Mme Pullias-Voyatzis, Marcelle Ribes, Manuel Rodas, Berthe Rodriguez, Antoine et Marie-Claire Ros, Marie Ros, Elhassania Sabbah, N'Ga Sabouardi, Carmen Santiago, Antoine et Alfred Santiago, Séverine Sallé-Mignot, Jean Segera, Mme Simitsidis-Tchernich, Marie Soler, Mme Soro, Robert Strozzi, Medhi Talbi, Hermine et Christian Torres, Claudette Toti, Erika Vandakis épouse Clémentine, Denis Vargin, Michel Vaxos, Catherine et André Vella, Lucie Vella, Gisèle Vernet, Mme Voyatzis, Costa Xenides.

Merci enfin à toutes celles et ceux qui nous permettront demain de l'enrichir par des apports nouveaux et de prendre en compte des communautés installées plus récemment à Port de Bouc, qu'elles viennent d'Afrique noire, des pays de l'Est...

Sans oublier les structures et associations partenaires du projet « D'une rive à l'autre » : Amis du foyer Vétan Guigue, archives municipales de Port de Bouc, association Antiques étoffes, association Art et Créations, association France-Chypre, association Hiphaisia, association Port de Bouc Généalogie, centre de documentation sociale, centre social L. Tichadou, centre social J. Brel, centre social N. Mandela, centre social F. Menot, cinéma Le Méliès, école de musique H. Gamba, éducation prioritaire de Port de Bouc, EIR, Étoiles d'Orient, FAIL 13, foyers Sonacotra de Port de Bouc, la ligue de l'enseignement, lycée régional C. Mongrand, médiathèque Boris Vian, Office de tourisme, Photo club de Port de Bouc, service tobacisme de Port de Bouc.

Le projet « D'une rive à l'autre » a bénéficié du soutien de l'ACSE, du conseil régional et de la ville de Port de Bouc dans le cadre du Contrat urbain de cohésion sociale.

Contact service de coordination culturelle
04 42 06 73 89
action.culture@portdebouc.com



Livre en vente au service culturel de Port de Bouc, 20 cours Landrивon.



Nous dédions cette exposition à Émile Temime qui nous a quittés en novembre 2008. Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Provence, spécialiste de l'histoire des migrations du bassin méditerranéen, auteur de nombreux ouvrages et article sur l'histoire des migrations à Marseille, nous avons eu l'immense honneur et plaisir de l'accueillir à Port de Bouc pour la fête du livre sur le thème « Citoyens du monde ».